

CATÉGORIE : HÉBERGEMENT

1. INTRODUCTION

L'Entente de partenariat régional et de transformation numérique en tourisme 2025-2027 (EPRTNT 25-27) reflète la volonté commune du ministère du Tourisme (MTO) et de l'ATR du Bas-Saint-Laurent de s'associer afin de soutenir financièrement et d'accompagner les entreprises touristiques situées sur le territoire du Bas-Saint-Laurent dans leur développement et leur croissance, et ce, dans une approche responsable et durable.

2. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Les projets doivent favoriser l'atteinte des objectifs suivants :

- stimuler l'économie des régions par :
 - le développement d'une offre touristique responsable et durable;
 - la mise en valeur d'une offre touristique innovante;
 - le développement de nouveaux créneaux pour les entreprises touristiques ayant des retombées positives pour la région et sa collectivité.
- accroître la force d'intervention des entreprises touristiques par :
 - la mise en place d'actions ou l'adoption de meilleures pratiques notamment en matière de responsabilités sociales et environnementales des entreprises touristiques;
 - l'intégration de solutions innovantes, dont les technologies numériques.

3. OBJECTIFS RÉGIONAUX

Les projets doivent être en lien avec les priorités régionales suivantes :

- Tourisme maritime et nautique;
- Tourisme d'aventure et nature;
- Tourisme gourmand et savoir-faire (saveurs locales);
- Tourisme culturel et d'événements (affaires, sportifs et culturels);
- Plaisirs d'hiver et transition 4 saisons.

4. CLIENTÈLES ADMISSIBLES

Les types de clientèles admissibles sont :

- les entreprises touristiques suivantes :
 - les organismes à but lucratif (OBL);
 - les organismes à but non lucratif (OBNL);
 - les coopératives;
- les entités municipales¹;
- les communautés et les nations autochtones reconnues par l'Assemblée nationale ainsi que les organismes et entreprises touristiques autochtones;
- tout regroupement de ces clientèles.

L'entreprise doit être légalement constituée en vertu des lois du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada et doit faire des affaires au Québec.

Les organismes admissibles devront avoir respecté, le cas échéant, leurs engagements envers les partenaires lors de l'attribution d'une précédente subvention.

Les entreprises et les organismes qui exploitent un établissement d'hébergement touristique doivent respecter les lois et les règlements en vigueur concernant ce type d'établissement et détenir un numéro d'enregistrement.

Les entreprises de tourisme de nature et d'aventure doivent démontrer, lorsque requis, qu'elles respectent les normes du [programme d'accréditation Qualité-Sécurité](#) d'Aventure Écotourisme Québec, ou qu'elles ont entrepris une démarche pour se conformer aux normes de ce programme, ou qu'elles s'engagent à entreprendre une telle démarche.

L'admissibilité en soi n'accorde aucune garantie de financement ni d'obligation pour les Partenaires de l'EPRTNT 2025-2027.

5. CLIENTÈLES NON ADMISSIBLES

- Les sociétés d'État et les ministères et organismes des gouvernements du Québec et du Canada;
- Tout requérant inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics;
- [Les entreprises non conformes](#) au processus de francisation de l'Office québécois de la langue française.

¹ La désignation d'entités municipales comprend les municipalités, les cités, les villes, les villages, les paroisses, les cantons, les cantons unis, les villages nordiques, les territoires non organisés, les municipalités régionales de comté (MRC), les communautés métropolitaines, les régies intermunicipales et les corporations ou les organismes dont une corporation municipale nomme la majorité des membres ou contribue à plus de la moitié du financement, ainsi que les regroupements de tels municipalités, corporations ou organismes.

6. PROJETS ADMISSIBLES

Le projet soumis devra permettre de structurer un territoire particulier, de combler un déficit d'unités d'hébergement, de hausser le niveau de qualité du secteur de l'hébergement, d'allonger la période d'activité et d'ouverture de l'entreprise ou d'offrir de nouveaux services adaptés aux clientèles touristiques.

Pour être admissible, le projet d'hébergement doit soit :

- Ajouter un minimum de quatre (4) résidences de tourisme sur un même site, sauf exception²;
- Compter un minimum de six (6) unités pour les établissements hôteliers;
- Ajouter un minimum de quatre (4) emplacements de prêt-à-camper ou un nombre significatif d'emplacements de camping journaliers.

De plus, un seul dépôt de projet est permis par site d'exploitation dans la catégorie Hébergement pour la durée de l'Entente de partenariat régional et de transformation numérique en tourisme 2025-2027 (EPRTNT 25-27).

7. PROJETS NON ADMISSIBLES

Sont non admissibles, les projets :

- de gîtes touristiques;
- de copropriétés hôtelières (condotels);
- de pistes cyclables;
- de sentiers de motoneige;
- des secteurs de la restauration et du commerce de détail;
- de développement de contenu de formation;
- du secteur des jeux de hasard;
- de lieux dédiés à la vente et à la consommation d'alcool;
- en lien avec le développement de parcours de golf;
- présentant une majorité de coûts liés à la mise à niveau, à l'entretien ou au remplacement des infrastructures ou équipements existants;
- déjà réalisés ou en cours de réalisation au moment de la date du dépôt de la demande;
- de moins de quatre résidences de tourisme ou les organisations louant moins de quatre résidences de tourisme sur un même site après la réalisation du projet. Toutefois, ces projets peuvent être admissibles s'ils s'inscrivent dans une offre globale d'hébergement touristique ou d'activités (existante ou à développer dans le cadre du projet);
- d'acquisition d'entreprise;
- bénéficiant d'une aide financière non remboursable provenant du Programme d'aide à la relance de l'industrie touristique (PARIT) ou de tout autre programme mis en place par le MTO ou ses partenaires, si applicable.

Nonobstant ce qui précède, une intervention financière peut prendre en compte, dans le cadre d'un projet d'agrotourisme ou de tourisme gourmand, les travaux liés aux installations et aux équipements requis pour la vente des produits découlant de ces types de projets, ces composantes étant essentielles à l'expérience touristique offerte aux visiteurs dans ce domaine.

De même, les éléments afférents à la restauration peuvent être pris en compte lorsqu'ils s'inscrivent dans un projet global d'amélioration ou de développement de l'expérience touristique.

8. COÛTS ADMISSIBLES

Sont admissibles pour le volet Hébergement :

- Les coûts engendrés pour réaliser les projets admissibles (la construction, la reconstruction, l'agrandissement, l'aménagement, l'adaptation ou la reconversion, le remplacement d'une infrastructure ou d'un équipement et le déploiement d'une nouvelle expérience touristique);
- Les coûts de construction et d'acquisition d'équipement permettant d'améliorer la capacité d'attraction et de favoriser la rétention de la main-d'œuvre (ex. : hébergement pour les employés), s'ils ne représentent pas la majeure partie des coûts du projet;
- Les honoraires versés à des professionnels reconnus, notamment pour la conception ou l'ingénierie, à du personnel technique ou encore à des consultants retenus pour la surveillance et la gestion du projet admissible, ou les honoraires pour la reddition de comptes;
- Les honoraires relatifs à l'élaboration du projet (études préalables, plan d'affaires du projet, plan de développement écoresponsable, etc.). Ces honoraires sont admissibles même s'ils sont antérieurs au dépôt de la demande d'aide financière (maximum deux ans);
- Les coûts reliés au développement, à l'aménagement et à la mise en valeur de terrains et de sentiers;
- Les coûts reliés à l'achat et à l'installation d'équipement et de mobilier spécialisés;
- Les coûts d'acquisition de bateaux ou de matériel roulant permettant de bonifier l'expérience client;
- Les coûts d'acquisition du terrain, de servitudes et de droits de passage et autres frais connexes, dans la mesure où ce terrain est requis pour la réalisation du projet. Toutefois, de tels coûts ne peuvent être engagés avec une compagnie apparentée ou lorsque l'immobilisation visée est détenue, en tout ou en partie, par un ou des actionnaires de l'entreprise;
- Les coûts liés à l'intégration de pratiques durables ou améliorant la capacité d'adaptation aux changements climatiques;
- Les frais d'arpentage du chantier;
- Les coûts de contrôle de la qualité du chantier;
- Les taxes nettes (excluant la partie remboursée) afférentes aux coûts admissibles;
- Les frais de contingence (maximum 15 % des coûts admissibles du projet);
- Les coûts rattachés à l'intégration d'une œuvre d'art à un bâtiment ou à un site au regard de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec.

² Les projets qui permettront à une organisation d'exploiter quatre (4) résidences de tourisme et plus sur un même site après la réalisation du projet soumis ou s'inscrivent dans une offre globale d'hébergement touristique ou d'activités (existante ou à développer dans le cadre du projet) peuvent être admissibles.

9. COÛTS NON ADMISSIBLES

Sont non admissibles :

- Les coûts d'acquisition d'une entreprise et de ses infrastructures;
- Les coûts de promotion et de commercialisation, y compris la refonte d'un site Web;
- Les coûts d'acquisition d'animaux;
- Les coûts d'équipement et de matériel administratifs, d'entreposage ou pour un espace voué au commerce de détail;
- Les coûts de location de terrains, d'immeubles et d'autres installations (bail emphytéotique);
- Les coûts d'acquisition de matériel de transport motorisé non dédié à l'expérience du visiteur;
- Le coût des services ou des travaux normalement fournis par un bénéficiaire ou tout autre mandataire du bénéficiaire (ex. : entretien régulier, régie interne);
- Les coûts reliés au fonds de roulement, au service de la dette, aux pertes d'opérations, aux pertes en capital et au rachat de capital;
- Les coûts reliés à la mise aux normes, au maintien d'actifs et à la conformité des règlements;
- La partie de la taxe de vente du Québec et la partie de la taxe sur les produits et les services ainsi que les autres coûts pour lesquels l'entreprise (ou une tierce partie) a droit à un remboursement;
- Les transferts d'actifs ainsi que les dons et les contributions en nature ou en services;
- Les frais usuels d'entretien et ceux liés à l'exploitation;
- Les frais de financement;
- La rémunération versée à un lobbyiste;
- Les frais de fonctionnement, d'exploitation ou d'administration directs ou indirects;
- Les coûts pour lesquels le bénéficiaire a pris des engagements contractuels avant le dépôt de la demande d'aide financière (à l'exception des honoraires relatifs à l'élaboration du projet);
- Les dépassements de coûts;
- Les frais juridiques.

10. CARACTÉRISTIQUES DE L'AIDE FINANCIÈRE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La contribution financière de l'EPRTNT 2025-2027 est une contribution financière non remboursable.

Le montant de la subvention peut être refusé ou réduit selon l'analyse et selon les disponibilités budgétaires.

Le promoteur dispose de 6 mois suivant la lettre d'annonce pour confirmer son montage financier et procéder à la signature de la convention.

L'aide financière ne peut en aucun cas être majorée pour compenser un dépassement de coûts des projets approuvés.

TAUX D'AIDE POUR VOLET HÉBERGEMENT

- Le projet doit présenter des coûts admissibles d'au moins 250 000 \$ pour les projets d'hébergement hôtelier et de résidences de tourisme et de 80 000 \$ pour les projets de camping et de prêt-à-camper;
- Le montant maximal de l'intervention financière est de 200 000 \$ pour les projets ayant un coût admissible inférieur à 3 M\$ et de 300 000 \$ pour les projets présentant des coûts admissibles d'au moins 3 M\$.
- L'intervention financière ne pourra excéder 20 % pour les OBL et 50 % pour les OBNL et les autres types de demandeurs des coûts admissibles.

Le tableau suivant résume les pourcentages applicables à la mise de fonds, au taux maximal de subvention maximale et aux règles de cumul selon les clientèles admissibles.

Clientèles admissibles	Mise de fonds minimale (% des coûts totaux du projet)	Taux maximal de subvention de l'EPRTNT 2025-2027 par rapport aux coûts admissibles du projet	Cumul maximal des aides gouvernementales (% des coûts admissibles du projet)
OBL	50 %	20 %	50 %
OBNL et Coopératives	20 %	50 %	80 %
Entités municipales	20 %	50 %	80 %
Communautés, organismes ou nations autochtones	10 %	50 %	90 %
Regroupement de clientèles	20 %	Selon le type des organismes, le % le moins élevé s'applique	Selon le type des organismes, le % le moins élevé s'applique

MISE DE FONDS

Le financement de chaque projet doit comporter une mise de fonds de l'entreprise provenant de sources non gouvernementales (voir tableau taux d'aide).

La mise de fonds du promoteur incluant celles de ses partenaires (milieu, commandites privées), le cas échéant, ne peut provenir :

- de sources considérées au cumul des aides gouvernementales, détaillées ci-après;
- d'un transfert d'actifs;
- d'une contribution en biens et services.

CUMUL D'AIDES FINANCIÈRES GOUVERNEMENTALES

Le cumul d'aide financière se compose des contributions des entités municipales, de l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

Le calcul du cumul des aides financières directes ou indirectes reçues des ministères, organismes et sociétés d'État des gouvernements du Québec et du Canada, incluant les crédits d'impôt ainsi que des entités municipales qui ne sont pas directement bénéficiaires du programme, ne doit pas dépasser les taux des dépenses admissibles inscrits au tableau précédent.

Aux fins des règles de calcul du taux de cumul des aides financières publiques, le terme « entités municipales » réfère aux organismes municipaux compris à l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1).

Aux fins des règles de calcul du taux de cumul, toutes les formes d'aide financière accordées par un organisme public doivent être calculées à 100 % de leur valeur, qu'elles soient remboursables ou non.

Par ailleurs, les aides financières provenant de la Banque de développement du Canada (BDC), de Financement agricole Canada (FAC) et de la Financière agricole du Québec (FAQ) sont à considérer comme des contributions privées si elles n'offrent aucun avantage conféré, soit qu'elles sont convenues aux conditions du marché.

11. RÈGLES PARTICULIÈRES

Les projets, le cas échéant, sont assujettis aux règles suivantes :

RÈGLES CONCERNANT L'ADJUDICATION DES CONTRATS

- L'aide financière octroyée à un projet est assortie de l'obligation de procéder à un appel d'offres public pour l'adjudication d'un contrat de construction lorsqu'il est de 100 000 \$ ou plus.
- Lorsque le bénéficiaire est une entité municipale, il est soumis aux dispositions législatives et réglementaires encadrant l'adjudication de contrats.

POLITIQUE D'INTÉGRATION DES ARTS À L'ARCHITECTURE ET À L'ENVIRONNEMENT DES BÂTIMENTS ET DES SITES GOUVERNEMENTAUX ET PUBLICS

- Sont assujettis à la politique tous les projets de construction ou d'agrandissement (dont le coût est de 150 000 \$ ou plus) d'un bâtiment ou d'un site ouvert au public, en totalité ou en partie, à des fins d'information, de loisirs ou d'obtention d'un bien ou d'un service.

PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ

- L'aide financière de 100 000 \$ ou plus octroyée à un OBL comptant plus de 100 employés doit comporter l'obligation pour l'organisme de s'engager à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la *Charte des droits et libertés de la personne*.

ATTESTATION OU CERTIFICAT CONFORME DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE (OQLF)

- Une organisation qui exerce des activités au Québec et qui, durant une période de 6 mois, emploie 25 personnes ou plus est assujettie au chapitre V du titre II de la Charte de la langue française (la francisation des entreprises) et doit, pour se voir octroyer une subvention, annexer à sa demande de subvention le document exigé faisant foi du respect de cette exigence.
- Pour en savoir plus sur cette obligation, consultez le document d'information utilisé par les organismes de l'Administration : [Conformité des entreprises au processus de francisation : vérification avant l'attribution d'un contrat ou d'une subvention](#).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Le projet doit inclure des mesures de développement durable qui réduisent les effets du projet sur l'environnement tout en ayant des retombées sociales et économiques positives;
- L'appréciation des projets tiendra ainsi compte de l'approche globale proposée en matière de développement durable, incluant notamment l'intégration de composantes sociales et écoresponsables.

12. CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les projets sont évalués selon les critères suivants :

- L'adéquation avec les objectifs de l'EPRTNT et les priorités régionales;
- Le caractère structurant (pouvoir d'attraction, portée du projet, retombées, concertation avec d'autres partenaires, création d'emplois, étalement de la saison, etc.);
- Le caractère novateur;
- La qualité en matière de concept, de produits et de services;
- La structure et le montage financier;
- La pertinence (clientèle significativement touristique et sa diversification, marché, concurrence, qualité de l'offre, stratégie de marketing, maillage, etc.);
- La faisabilité (échancier, stratégie marketing, qualité du plan d'affaires ou du devis d'études, expertise du promoteur);
- La prise en compte des principes de développement durable.

13. DOCUMENTS REQUIS

Les documents suivants sont exigés avec la demande :

- Formulaire rempli et signé TRANSMIS EN FORMAT EXCEL;
- Plan d'affaires complet (du projet) incluant la liste des autorisations, des attestations, des certificats ou des permis à obtenir en lien avec le projet;
- États financiers des deux dernières années et les états financiers intérimaires es plus récents de l'organisme (non requis pour les entreprises en démarrage, les entités municipales et les communautés autochtones);
- États financiers prévisionnels sur trois ans de l'organisme à la suite de la réalisation du projet (non requis pour les entités municipales et les communautés autochtones);
- Pour les entités municipales et les communautés autochtones, un document présentant les revenus et les dépenses du projet ou de l'attrait et une résolution dans laquelle elles s'engagent à assumer les coûts d'exploitation pendant cinq ans;
- Résolution du conseil d'administration (ou l'équivalent) mandatant le signataire de la demande d'aide financière à ce programme et de tout document pertinent à la demande;
- Pour les projets de construction de 150 000 \$ et plus, un courriel du ministère de la Culture et des Communications indiquant si le projet est assujéti à la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics;
- Pour les organisations qui exercent des activités au Québec et qui, durant une période de 6 mois, emploient 25 personnes ou plus, une pièce d'attestation ou de certification délivrée par l'OQLF faisant foi du respect de l'exigence de conformité;
- Confirmation des partenaires financiers, si disponible;
- Pour les entreprises de tourisme de nature et d'aventure, un document prouvant qu'elles respectent les normes du [programme Qualité-Sécurité d'Aventure Écotourisme Québec](#), ou qu'elles ont amorcé une démarche pour se conformer aux normes de ce programme, ou qu'elles s'engagent à entreprendre une telle démarche;
- Si applicable, un certificat ou une certification autochtone permettant de reconnaître le statut autochtone de l'OBL, de l'OBNL ou de la coopérative (cela permet de déterminer le taux d'aide).

Un dossier incomplet à la date de fin de l'appel de projets ne sera pas traité par le comité de gestion. Il sera reporté à la période suivante.

DIFFUSION DES DOCUMENTS

Le formulaire sera remis à chaque membre du comité de gestion et servira de base principale à l'évaluation. Nous vous invitons à y porter une attention particulière. Le plan d'affaires, incluant les données financières du promoteur, sera étudié par les analystes attitrés au dossier et leurs constats seront transmis aux membres du comité de gestion. Le promoteur peut donc compter sur une diffusion restreinte de ses données.

14. PROCÉDURE DE DÉPÔT

Après avoir validé votre admissibilité à l'aide du questionnaire, remplir et signer le formulaire de demande *EPRTNT BSL – Hébergement* et le retourner, accompagné des documents exigés, à : programmes@bassaintlaurent.ca.

Pour obtenir des informations, communiquer au 418 867-1272 ou à l'adresse suivante : programmes@bassaintlaurent.ca.

15. CHEMINEMENT DE L'ÉTUDE DES PROJETS

- Vérification de l'admissibilité du projet et demande de précisions auprès du promoteur par Tourisme Bas-Saint-Laurent;
- Analyse du projet;
- Évaluation et recommandation du comité de gestion;
- Transmission d'une lettre au promoteur (lettre d'annonce avec le montant octroyé ou lettre de refus);
- Signature d'une convention d'aide financière pour les projets retenus.

Les promoteurs doivent prévoir un délai de réponse d'au moins deux mois après la date de fin de l'appel de projets auquel le dossier a été soumis.